

La Crise de Hong Kong

MÉMOIRE

PAR ALEXANDER MOORE

Table des Matières

Introduction	3
1. L'empiétement chinois en hausse à Hong Kong	6
1.1 La démocratie	6
1.2 La censure	10
2. Crise d'identité à Hong Kong	12
2.1 La Langue	13
2.2 La religion	15
2.3 Identité politique	17
3 Emergence d'une politique radicale	19
3.1 Article 23	19
3.2 La loi de l'extradition	20
3.3 Mouvement parapluie	21
3.4 Les Inégalités	23
4. Réaction internationale	24
4.1 Le Royaume-Uni et son obligation par rapport au traité	24
4.2 La Réponse des Etats-Unis	27
4.3 Les Organisations Internationales: ONU & UE	28
Conclusion	31
Bibliographie	33

Introduction

La passation de la souveraineté de Hong Kong à la Chine par les Britanniques a marqué un tournant décisif au cours de son histoire. Hong Kong post-coloniale est désormais une « Région administrative spéciale de Chine » qui jouit d'une grande autonomie par rapport à Pékin depuis 50 ans, permettant au territoire de continuer avec son système de laissez-faire distinctif. Beaucoup de gens étaient sceptiques quant au changement de pouvoir : la Chine respecterait-elle son engagement ? Au moment de l'accord, il semblait déjà assez raisonnable de supposer que ce degré élevé d'autonomie ne serait pas autorisé car il y avait déjà des signes que les dirigeants chinois intervenaient dans la gestion de Hong Kong.¹



Image 1: Une carte de Hong Kong (Source: <https://geology.com/world/hong-kong-satellite-image.shtml>)

Faisant partie historiquement de la Chine, jusqu'en 1842, Hong Kong fut cédé à la Grande Bretagne après la première guerre de l'opium dans le traité de Nanjing, accordant une indemnité et une extraterritorialité à la Royaume Uni. Les Britanniques ont finalement vaincu la dynastie Qing de Chine en 1860, ce qui conduisait à la cession de Kowloon qui forme la partie sud de la masse continentale principale de Hong Kong. En plus de cela

¹ Vines, S. (1997) 'Hong Kong handover: What the handover will mean', *Independent*, 1 Juillet

l'accord fut conclu en 1898 où la Chine loue les nouveaux territoires ainsi que 235 îles à la Grande-Bretagne pour 99 ans à compter du 1er juillet en 1898. Des négociations dans les années 80 ont été engagées à l'approche de l'expiration de la souveraineté britannique en 1980. La Grande-Bretagne a accepté de restituer la totalité de Hong Kong au pouvoir chinois ce qui amena à la signature de la Déclaration conjointe sino-britannique en 1984.²

Cette déclaration fut basée sur le principe : « Un pays, deux systèmes ». L'idée était que Hong Kong relèverait de l'autorité directe de la Chine mais jouirait cependant d'un haut niveau d'autonomie. De plus, ses systèmes sociaux, économiques, juridiques et judiciaires resteront inchangés pendant cinquante ans. Le traité est entré en vigueur le 27 mai 1985, lorsque le gouvernement britannique a cédé sa souveraineté sur Hong Kong à la République populaire de Chine.³ Cette ville serait désormais connue sous le nom de « Région administrative spéciale ». La déclaration a également été enregistrée par l'Organisation des Nations Unies, qui reste en vigueur.

Étant une déclaration conjointe entre la Chine et la Grande-Bretagne, le gouvernement britannique a souligné son obligation morale et légale de surveiller la déclaration. Cela est démontré par la façon dont depuis 1997, le ministre des Affaires étrangères fait un rapport au Parlement tous les six mois sur la mise en œuvre de la Déclaration commune. De plus, au moment de l'accord, Margaret Thatcher a clairement indiqué à l'élite politique de Hong Kong que la Grande-Bretagne prendrait très au sérieux les problèmes liés à toute violation de la déclaration commune sino-britannique. Dans les notes, il est écrit : "La Grande-Bretagne a le droit de relever tout écart de la Chine relatif de la déclaration après 1997" ⁴.

² Macintyre, T (1985) 'Impact of the Sino- British Agreement on Hong Kong's Economic Future', *Journal of Comparative Business and Capital Market Law*7, pp.197- 216

³ Glenn R. Carroll, Mi Fengand, Jeroen G. Kuilman, 'The handover in Hong Kong: Impact on business formation', *Sociological Science*, 2014:
<https://www.gsb.stanford.edu/sites/gsb/files/publication-pdf/Handover%20in%20Hong%20Kong%20FINAL.pdf>

⁴ Cheun, Gary. (2019), 'Explainer: What is the Sino- British Joint Declaration and what does it have to do with Hong Kong's extradition crisis?', *South China Morning Post*, 4 Juillet.
<https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3017318/explainer-what-sino-british-joint-declaration-and-what-does>

Le ministre des Affaires étrangères l'a réaffirmé lors du 22e anniversaire de la passation de pouvoir il y a trente ans, décrivant l'engagement du Royaume-Uni comme "inébranlable".⁵

En 2017, la Chine a proclamé que la déclaration sino- britannique est désormais un accord non contraignant, malgré le fait que les libertés aient été garanties pour une durée minimum de cinquante ans après 1997. Par conséquent, la Chine n'a pas agi en accord avec les principes de la déclaration durant la dernière décennie. En pratique, cela s'est traduit par des comportements agressifs, la violence policière s'est accrue et de plus en plus d'ingérences ont lieu. Cela a provoqué beaucoup de colère parmi les habitants parce que les gens se sont habitués à un fonctionnement plus démocratique sous le contrôle de la Grande- Bretagne. Depuis la passation de pouvoir, il y a eu des protestations d'une ampleur croissante, envoyant un message fort au monde. Ils tiennent aux avancées démocratiques qu'ils ont connu et sont opposés à un retrait quelconque de celles-ci par la Chine. Cela vaut, qu'il s'agisse des protestations en réponse à l'article 23 de la Loi fondamentale de Hong Kong en 2003, du mouvement parapluie rassemblant 200, 000 participants et qui a duré 79 jours ou des protestations plus récentes contre la loi sur l'extradition rassemblant deux millions de personnes. Ces manifestations ont mobilisé un grand nombre de personnes et ont accru la conscience politique dans la ville, sensibilisant à la fois en interne et dans le monde entier à l'empiètement chinois croissant dans la ville. Si la Chine le souhaitait elle pourrait trouver un compromis avec les manifestants. A titre d'exemple, elle pourrait enquêter sur le comportement de la police. Cependant il semblerait que cela ne soit pas dans les intérêts de la Chine. À l'avenir il semble que les manifestations seront plus fréquentes et sans que l'agression chinoise ne disparaisse.

Désormais, il semblerait que l'avenir de la démocratie à Hong Kong soit incertain. Ce qui est clair est que depuis le transfert, il y a eu un empiètement chinois croissant sur Hong Kong. Alors que certains prétendaient que Hong Kong dépend de la Chine pour survivre, c'est en réalité la Chine qui dépend du centre financier international de Hong Kong pour survivre. Beaucoup de gens l'appellent « poumon financier » de la Chine car elle a une monnaie

⁵ Cheun, Gary. (2019). <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3017318/explainer-what-sino-british-joint-declaration-and-what-does>

distincte attachée au dollar américain, a un système de libre circulation du capital et a un système de droit commun distinct. D'autres villes chinoises telles que Shanghai et Shenzhen ne pourraient pas remplacer Hong Kong en raison de l'absence de marchés libres et de primauté du droit internationalement reconnu.⁶Le chemin parcouru par la Chine à Shanghai avec la création d'une zone de libre-échange et la promesse de circulation libre des capitaux et des devises, démontre les contraintes auxquelles la Chine est confrontée lorsqu'elle réduit sa dépendance vis-à-vis de Hong Kong. Il n'est donc pas surprenant que les chinois reviennent de plus en plus sur les promesses faites dans le traité sino-britannique. Cependant, l'importance économique de la Chine dans le monde affaiblit la capacité de Hong Kong à défendre des valeurs de démocratie et de libre parole. En ce moment, les pays occidentaux donnent la priorité au commerce avec Pékin au lieu de protéger les droits de la population hongkongaise. Que ce soit l'Union Européenne ou le Royaume-Uni, tous deux ont la responsabilité de condamner la Chine pour ne pas avoir respecté le traité sino-britannique. Cependant les États- Unis ont récemment approuvé un projet de loi qui va mener à la surveillance des actions de la Chine envers Hong Kong. Il y a cependant des doutes quant à la tenue de ce projet de loi le President Donald Trump cherche mettre fin guerre présentement à commerciale entre les deux pays. Il y a donc de nombreuses complications et complexités qui rendent incertain l'avenir de la démocratie à Hong Kong dans les années à venir.

1. L'empiétement chinois en hausse à Hong Kong

1.1 La démocratie

Le score de Hong Kong dans l'étude annuelle mondiale des droits politiques et des libertés civiles « Freedom in the world » a montré que la démocratie s'est considérablement

⁶ Fong, C.H Brian. (2019) 'The Future of Hong Kong's Autonomy', *The Diplomat*, Octobre 2019

détériorée au cours de la dernière décennie. Sur une échelle de 1 à 100, où 1 est le pire et 100 le meilleur, Hong Kong est passé de 68 à 59.⁷ Il semblerait que cela soit le résultat de l'empîement chinois croissant sur la ville. Un article du *Journal of Democracy* a fait valoir que « le développement politique de Hong Kong a pris du retard face aux efforts bien documentés de la RPC pour empêcher les progrès vers des élections directes, le suffrage universel et d'autres législatures provisoires.⁸ De plus la structure en vigueur donne une représentation particulière et différenciée aux groupes économiques et sociaux qui se réunissent pour choisir la moitié des membres du Conseil législatif. Cela entraîne par conséquent une domination de ces institutions par l'élite économique. Cela a donc conduit à une situation où ceux qui ont des intérêts économiques majeurs à Hong Kong se sont satisfaits de la configuration en place car elle leur donne un accès privilégié à la prise de décision et leur permet de bloquer l'initiative du camp démocratique tandis que le reste de la population soutient la démocratisation. Ces partis pro-démocratie ont constamment tenté d'éliminer l'influence chinoise dans la région.

Le traité sino-britannique définit comment le futur gouvernement de Hong Kong doit oeuvrer pour plus de démocratie. La RAS de Hong Kong doit avoir une législature composée d'élus locaux et les autorités exécutives doivent être responsables devant elle. Selon Deng cependant, seuls les habitants locaux qui sont des « patriotes » peuvent occuper ces postes gouvernementaux. Un patriote est défini comme quelqu'un qui a « du respect pour sa propre nation, un soutien sincère et sincère à la reprise par la mère patrie de sa souveraineté sur Hong Kong » et s'abstient de nuire à la stabilité et à la prospérité de Hong Kong ». Les pensées de Deng indiquent clairement qu'« un patriote peut adhérer à n'importe quelle idéologie politique».⁹ Le problème identifié par de nombreux observateurs à l'époque réside dans le fait que processus de sélection convenu pour le chef de la

⁷ Boyajian, A. Cook, S. 'Democratic Crisis in Hong Kong Recommendations for Policymakers', *Freedom House*, Août 2019: <https://freedomhouse.org/report/special-reports/democratic-crisis-hong-kong>

⁸Chan, J. Chan, E. (2006) 'Perceptions of Universal Suffrage and Functional Representation in Hong Kong: A Confused Public?', *Asian Survey*, 46(2) pp 257-274

⁹ Macintyre, TS. (1985) 'Impact of the future Sino- British Agreement on Hong Kong's Economic Future', *Journal of Comparative Business and Capital Market Law*, pp197- 216

direction de Hong Kong était limité. L'accord prévoit que le chef de l'exécutif doit être « choisi par élection ou consultation tenue localement et nommé par le gouvernement populaire central » apparaît qu'au moment de la rédaction de l'accord il n'avait pas été précisé qu'un tel résultat nécessiterait l'approbation de la Chine ou qu'il y aurait un examen préalable.

Un domaine particulièrement important pour les partisans de la démocratie est celui du suffrage universel. Ceci est un élément fondamental de la constitution de Hong Kong, qui apparaît à l'article 45 de la loi fondamentale. Le but ultime est la sélection du chef de l'exécutif au suffrage universel sur nomination par un comité représentatif, conformément aux procédures démocratiques. Cependant, la loi fondamentale ne dit rien quand le suffrage universel doit être atteint. Il a donc été décidé par le Comité permanent du Congrès national du peuple que le chef de l'exécutif serait élu en 2017 au suffrage universel. En 2015, le conseil législatif a cependant rejeté cette décision. Cette même année, la réforme électorale proposée a été largement décriée et dénoncée par les militants pro-démocratie pour son caractère antidémocratique. Cette loi proposait un vote pour le directeur général de la ville, via une liste de candidats choisis par Pékin. La Chine a affirmé que cette loi autoriserait le suffrage universel pour que tout le monde puisse voter, ce qui est un engagement qui remonte au transfert de souveraineté de 1997.¹⁰ En effet, cette loi mènerait Hong Kong à être sous contrôle chinois croissant : il n'y aurait probablement pas un seul candidat pro-démocratie figurant sur la liste. Le vote n'a finalement pas abouti car seuls 37 des 70 membres étaient présents, dont 27 ont voté contre la loi. L'un des législateurs pro-démocratie, Alan Leong, a déclaré que « ce veto a envoyé un message clair à Pékin ... nous voulons un vrai choix, une véritable élection ».¹¹

¹⁰ Chan, J. Chan, E. (2006) 'Perceptions of Universal Suffrage and Functional Representation in Hong Kong: A Confused Public?', *Asian Survey*, 46(2) pp 257-274

¹¹ Kwok, D. Lee, Yimou (2015), 'Hong Kong vetoes China-backed electoral reform proposal', *Reuters*, 18 Juin: <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-politics/hong-kong-vetoes-china-backed-electoral-reform-proposal-idUSKBN0OY06320150618>

Un autre sujet de discussion important pour les groupes pro-démocratie concerne les droits de l'homme, qui ont été largement bafoués à Hong Kong. Depuis le transfert de pouvoir en 1997, le peuple de Hong Kong n'a cessé de revendiquer et de défendre les droits de l'homme censés être garantis sur le territoire. Le peuple de Hong Kong est connu pour ses protestations historiquement pacifiques, mais face aux préoccupations des habitants, il semble que les réponses apportées par le gouvernement et par la police soit relativement brutales. Cela se reflète notamment dans la façon dont la protestation contre la loi sur l'extradition a été violemment réprimandée par la police en juin 2019, poussant certains manifestants à riposter. La réponse inappropriée de la police a inclus des agressions sexuelles de manifestants détenus ainsi que des arrestations à coup de matraques – dont l'utilisation bien que légale était tout à fait disproportionnée. Il y a de plus en plus d'appels pour que de telles actions de la part de la police fassent l'objet d'une enquête par un conseil indépendant, notamment du fait qu'un seul policier a été sanctionné pour utilisation excessive et disproportionnée de la force contre des manifestants, cette année. Le conseil indépendant des plaintes contre la police est censé étudier les plaintes contre les conduites policières abusives, mais beaucoup l'ont jugé inefficace. Un document divulgué par le gouvernement de Hong Kong a révélé qu'il avait nommé un groupe d'experts pour l'examiner et que les résultats appuyaient cette affirmation. Cela est particulièrement inquiétant car il semble que la liberté d'expression soit entravée et qu'il devient de plus en plus dangereux de s'exprimer publiquement. De plus, il semble que la Chine ferme non seulement les yeux sur l'accord mais décide également de faire usage de la force à Hong Kong de la même manière qu'elle le fait en Chine continentale.



1.2 La censure

Avant le transfert de pouvoir en 1997, il apparaît que Hong Kong possédait l'un des degrés les plus élevés de liberté de la presse en Asie, protégé par l'article 27 de la loi fondamentale de Hong Kong et l'article 16 de la Déclaration des droits de Hong Kong. Cependant, depuis, il semblerait que la liberté de la presse se soit considérablement dégradée comme l'indique l'indice mondial de la liberté de la presse qui donne une indication annuelle de la liberté de la presse dans chaque pays. En 2002, Hong Kong se classait au 18^e rang sur 134 pays, un chiffre qui est tombé à 70 l'année dernière. Depuis le transfert, les hostilités se sont multipliées à l'encontre des journalistes qui critiquent le gouvernement central. Cela a été particulièrement évident en 2014 lorsque Kevin Lau, rédacteur en chef du journal Ming Pao, a été brutalement attaqué avec des couperets à viande. Plus récemment, en 2015, deux hommes masqués ont lancé des bombes à essence au domicile de Jimmy Lai qui était un soutien vocal du mouvement pro-démocratie.¹² L'ensemble de ces actes fait partie d'une tentative chinoise globale de limiter la liberté de la presse, ce qui va dans le sens de la censure largement appliquée en République populaire de Chine. Il semble que cette tentative d'influencer les avis des habitants de Hong Kong soit faite afin d'augmenter l'adhésion populaire pour plus d'unification entre Hong Kong et permettant une rapide transition avec la Chine continentale. Cette menace de violence a provoqué beaucoup de peur au sein de la population, dans les médias et dans les entreprises. Un autre élément se trouve dans un rapport du groupe d'écrivains basé à New York : « Avec la plupart des organisations de presse écrite et en ligne à Hong Kong détenues par des personnalités ayant des intérêts commerciaux en Chine continentale, il y a ceux qui soutiennent qu'il a mené à l'autorégulation en faveur des intérêts chinois ». ¹³ Cette idée d'autorégulation viendrait

¹² Freedom of the Press (2016) 'Hong Kong Profile':

<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2017/hong-kong>

¹³ Yang, W, (2019). 'Hong Kong media succumbing to Chinese pressure', *Made for Minds*, 11 Octobre. : <https://www.dw.com/en/hong-kong-media-succumbing-to-chinese-pressure/a-50797702>

principalement de la des conséquences qui pourraient résulter d'une libre expression. Cela conduit donc à un journalisme de plus en plus biaisé.¹⁴

À l'heure actuelle, il existe déjà certaines limites au niveau des recherches sur Internet. Cela se voit par exemple à la façon dont certaines entreprises internationales ont rapidement respecté les demandes de suppression et de blocage des services auparavant offerts sur le territoire. Cependant, une pression de plus en plus forte pèse sur les épaules de Carrie Lam. Des individus de son parti, aussi bien qu'en Chine, souhaitent que des restrictions lui soient appliquées, du fait de sa capacité à influencer l'opinion publique et à mobiliser les manifestants. Ip Kwok-Him, un responsable pro-Pékin a déclaré que le conseil exécutif « n'exclurait pas une interdiction d'Internet ». Internet est en effet largement utilisé par les manifestants pour organiser des manifestations, car il est facile de partager et de transmettre des informations. Une telle interdiction pourrait poser de nombreux problèmes à Hong Kong, car elle a l'un des taux d'utilisation d'Internet les plus élevés au monde et 90% des entreprises utilisent Internet, ce qui pourrait être désastreux sur le plan économique ainsi que relancer une vague de protestations. De plus, les services VPN, utilisés sur le continent pour surmonter les restrictions en ligne, pourraient être utilisés par les manifestants pour contourner les interdictions et cacher leurs activités au gouvernement.

Ce manque de démocratie est aussi démontré par le manque de livres disponibles qui sont politiquement en désaccord avec le parti. En effet, le bureau de liaison du Parti communiste détient au moins 80% du marché de la distribution et de la vente au détail de livres à Hong Kong, dont 51 librairies. De plus, en 2015, cinq libraires de Hong Kong ont été placés en détention en Chine, envoyant un message efficace à l'industrie du livre de Hong Kong. Bien que l'industrie du livre ne soit qu'un exemple, il existe de nombreux autres retentissements de l'action chinoise anti-démocratique qui s'est généralisée et qui ne sont généralement pas signalés.¹⁵ Il est en outre évident dans toute la société, comme le montre l'interdiction

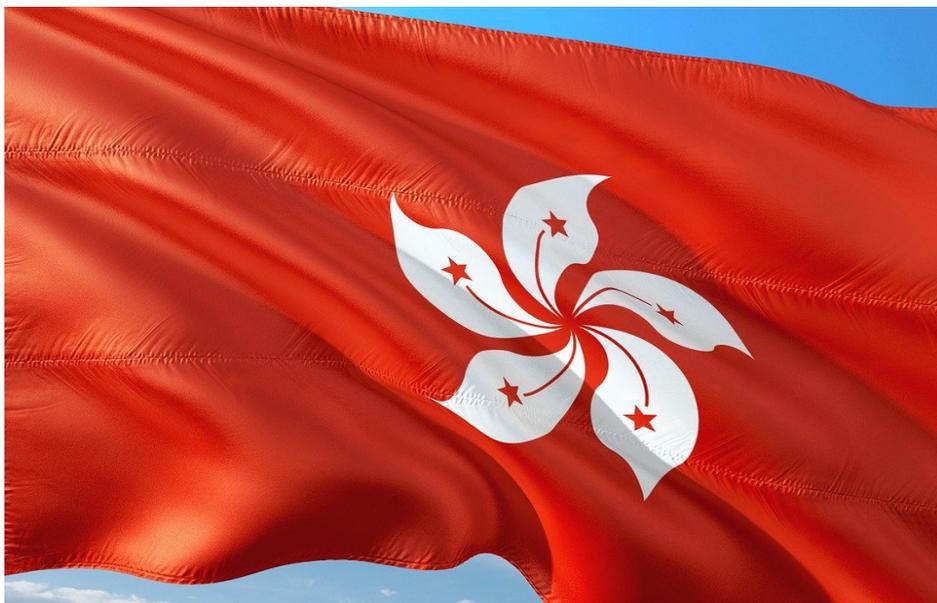
¹⁴ Committee Protection for Journalists (2019), 'One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan, 16 December: <https://cpj.org/reports/2019/12/one-country-one-censor-china-hong-kong-taiwan-press-freedom.php>

¹⁵ Hung, HF. Ip, IC. 'Hong Kong's Democratic Movement and the Making of China's Offshore Civil Society, *Asian Survey*, 52 (3), PP 504- 527

récente des amuseurs publics et des spectacles de rue à Mong Kok et Times square, ou comment l'art basé sur les manifestants pro-démocratie n'est pas dans les galeries d'art à Hong Kong et cet art est donc obligé d'aller dans des galeries d'art à l'étranger. Ces effets vont clairement à l'encontre de la déclaration sino-britannique, et ont eu un impact négatif sur la possibilité d'exercer une pleine liberté d'expression et font partie de l'environnement de plus en plus censuré à Hong Kong. ¹⁶Cela conduit à de grandes protestations en représailles, car on craint que de plus en plus de libertés ne soient bafouées.

2. Crise d'identité à Hong Kong

Sous l'Empire britannique, Hong Kong a pu développer une identité propre très distincte de l'identité du reste de la Chine. Une enquête réalisée en 2016 auprès d'habitants de Hong Kong âgés de 18 à 29 ans sur leur identité nationale révéla que 89% s'identifient uniquement comme Hongkongais. C'est un résultat qui a beaucoup augmenté par rapport à 1997, où il était alors de 67%. L'empiètement chinois croissant, au lieu d'avoir eu le résultat escompté, a donc impacté le ressenti des citoyens hongkongais qui se sentent plus



¹⁶ Committee Protection for Journalists (2019), 'One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan, 16 Decembre: <https://cpj.org/reports/2019/12/one-country-one-censor-china-hong-kong-taiwan-press-freedom.php>

différents que jamais de leurs homologues chinois. L'identité nationale a donc joué un rôle important dans le conflit car l'identité hongkongaise est une identité forte que les habitants de la ville ont à cœur.

2.1 La Langue

L'identité des gens de Hong Kong se manifeste de différentes manières. Une différence notable consiste en langue qui est généralement fortement liée à l'identité nationale. Alors que le mandarin est la langue la plus répandue sur le continent, le cantonais est la langue traditionnellement parlée à Hong Kong. De plus, l'anglais a également été très important à Hong Kong, car c'était la seule langue officielle sous l'empire britannique. De plus, avant 1997, l'éducation à Hong Kong était offerte aussi bien en anglais qu'en cantonais, une langue autorisée à prospérer sous la domination britannique.¹⁷

Le mélange de cantonais et d'anglais a permis la construction d'une identité unique à Hong Kong car il mélange l'héritage colonial de Hong Kong et sa position géographique et historiquement asiatique. L'anglais parlé à Hong Kong est considéré comme grammaticalement incorrect par de nombreux anglophones, mais il est devenu important en tant que marqueur de l'identité nationale. Un projet de recherche a révélé qu'à la suite du mouvement des parapluies, l'acceptation de l'anglais de Hong Kong est passée de 31% à 43%. Il est également à souligner que ceux qui déclaraient parler l'anglais de Hong Kong étaient plus susceptibles de s'identifier comme hongkongais. Ce qui est également intéressant, c'est le fait que les hommes politiques de Hong Kong sont plus susceptibles de parler chinois, en partie pour renforcer l'identité de Hong Kong en tant que ville chinoise. En revanche, le militant pro-démocratie Joshua Wong met en évidence son identité distincte de Hong Kong en s'adressant à la presse de Hong Kong en anglais. Il semblerait donc que la valeur symbolique de l'anglais va devenir de plus en plus importante afin de marquer une

¹⁷ Sin, B. (2014), 'Is Cantonese in danger? Hongkongers take steps to protest their heritage', *South China Morning Post*, 18 Mars: <https://www.scmp.com/lifestyle/families/article/1450856/cantonese-danger-hongkongers-take-steps-protect-their-heritage>

nette différence avec le mandarin qui aura probablement une importance croissante dans la ville.¹⁸

C'est également le cas parce que beaucoup considèrent que le Cantonais est menacé. En 2016, sur le site Web du Bureau de l'éducation, il est déclaré que le cantonais n'est pas une langue officielle de Hong Kong, bien qu'il soit parlé par 91% de la population¹⁹. Malgré le chapitre 1, l'article 9 de la loi fondamentale stipulant le cantonais est la langue officielle de Hong Kong la formulation vague permet de l'interpréter différemment. Alors que certains pensent qu'il s'agit d'une langue officielle écrite, les Chinois considèrent qu'il s'agit strictement d'une langue parlée. Même après le transfert, il semblerait que de grands efforts aient été faits pour augmenter le nombre de locuteurs mandarins. En effet, le Bureau de l'éducation a commencé à publier des objectifs d'enseignement en mandarin plutôt qu'en cantonais, à long terme. Une décennie plus tard, le Comité permanent de l'enseignement et de la recherche linguistique, un groupe consultatif gouvernemental, a annoncé qu'il allait donner 26 millions de dollars pour faciliter une transition vers l'éducation en langue mandarine. Certains intellectuels prédisent même que le mandarin finira par remplacer l'anglais comme langue pour l'éducation mais aussi dans les milieux d'affaires à Hong Kong, en raison de la puissance économique croissante de la Chine. Dans 70% des écoles primaires déjà, le mandarin a remplacé le cantonais comme langue d'enseignement. Cela peut être considéré comme une tentative d'influencer les jeunes générations dans l'espoir que cela entraînera une plus grande acceptation de l'identité chinoise. De plus, il devient de plus en plus important d'apprendre le mandarin dans le monde du travail et est présenté comme une langue plus utile pour l'avenir des enfants. La langue va donc jouer un rôle de plus en plus important à l'avenir avec l'essor du mandarin, aux dépens de l'anglais et du cantonais à Hong Kong. Toutefois, les efforts chinois pour augmenter l'utilisation du mandarin à Hong Kong rencontre des résistances. Un professeur d'études chinoises et bilingues de l'Université polytechnique de Hong Kong a affirmé que

¹⁸ Hansen Edwards, Jette G.(2017), 'Language, Identity and Politics in Hong Kong', *Georgetown Journal of International Affairs*

¹⁹ Leung- kiu, F. Lap- hak, M, (2018), 'Falling Numbers of Cantonese Speakers in Hong Kong Speakers in Hong Kong spark Fears for the Future', *Radio Free Asia*, 16th Janvier.

c'est largement le cas parmi les étudiants, où parler mandarin est parfois presque tabou.²⁰ Il poursuit en affirmant que nombre d'individus sont très mécontents de la promotion du mandarin comme langue majeure d'enseignement dans les écoles. Cela montre que la langue joue un rôle vraiment important dans l'identité nationale



et il semblerait que la langue est désormais utilisée comme un outil par les chinois pour unifier la Chine et prendre un certain degré de contrôle à Hong Kong.

2.2 La religion

Une différence importante entre la Chine continentale et Hong Kong est la liberté religieuse qui est protégée par la loi fondamentale ainsi que par d'autres lois. Cela a permis à une grande variété de groupes religieux de la région de Hong Kong de prospérer.²¹ La religion avec le plus de fidèles est le bouddhisme qui est largement célébré comme par un jour férié, le jour de l'anniversaire du Bouddha, qui est le huitième jour du quatrième mois à Hong Kong, avec plus d'un million d'adeptes, ce qui représente un peu plus d'un million des sept millions d'habitants. En outre, il existe également d'importantes communautés chrétiennes. On estime qu'il y a environ 480 000 chrétiens protestants et 379 000 catholiques, qui ont leurs propres écoles et jouent un rôle important dans la communauté. De plus il existe également d'importantes communautés musulmanes, juives, confucéennes et hindoues.

²⁰ Liu, J. (2017) 'Cantonese v Mandarin: When Hong Kong languages get political', *BBC News*, 29th Juin

²¹ Home Affairs Bureau, (2016), 'Religion and Custom', *Hong Kong Government*. : <https://www.gov.hk/en/about/abouthk/factsheets/docs/religion.pdf>

L'empiètement croissant de Hong Kong par la Chine est susceptible de préoccuper grandement ces groupes religieux, car l'approche de Pékin envers ces religions est très particulière. Les groupes religieux à Hong Kong craignent qu'une approche similaire à celle en place en Chine continentale ne soit adoptée à Hong Kong où leur liberté serait alors menacée par le Parti communiste chinois qui se présente comme athée. Beaucoup d'habitants hongkongais ont assisté au traitement singulier des personnes de religions différentes en Chine la répression de plus de 13 millions de musulmans dans la région Xinjiang. ²²C'est une région qui abrite maintenant un camp de concentration moderne, destiné à la reprogrammation culturelle d'une minorité musulmane pour avoir une connaissance considérée comme suffisante de la culture et de la langue chinoise. Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres mais plusieurs communautés religieuses sont inquiètes car il ne s'agit pas seulement de la religion musulmane. La communauté chrétienne chinoise a vu plusieurs centaines de congrégations non officielles fermés. Pour obtenir l'autorisation d'exercer des activités religieuses dans un bâtiment, il est nécessaire d'accrocher le drapeau chinois quelque part dans l'édifice et de faire chanter des chants patriotiques aux personnes qui assistent aux services religieux.²³Par ailleurs, en mars 2006, quand le pape Benoît XVI a élevé l'évêque Joseph Zen au poste de cardinal, un leader qui est également un fervent défenseur de la démocratie, la Chine l'a averti de rester en dehors de la politique. ²⁴ Enfin, même en ce qui concerne le bouddhisme, la situation est parfois compliquée. Le vice-président de l'Association bouddhiste de Chine a déclaré aux médias que: « Certaines personnes puissantes emportent les actifs tangibles et intangibles des temples », ajoutant: « il est difficile pour les bouddhistes de protéger leurs propres droits... il n'y a pas de loi religieuse en Chine. » Cela donne donc une image désastreuse à ceux qui veulent pratiquer

²² Isapahani, F. (2019) 'Confronting China's Suppression of Religion', *The Diplomat*, 29th Août.: <https://thediplomat.com/2019/08/confronting-chinas-suppression-of-religion/>

²³ Kuo, L. (2019), 'In China, they're closing churches, jailing pastors- and even rewriting scripture', *The Guardian*, 13th Janvier.: <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/13/china-christians-religious-persecution-translation-bible>

²⁴ BBC News, (2019). 'Hong Kong Profile- Timeline'. 24th Juin: <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-16526765>

leur foi à Hong Kong et cela a certainement joué un rôle des révoltes face à l'empiètement chinois car Hong Kong était habitué à jouir de cette liberté considérée comme acquise et normale. Cela est démontré entre autres par la façon dont l'hymne « Alléluia au Seigneur » a été chanté par de nombreux manifestants, un élément de plus parmi un ensemble de raisons menant les protestataires à s'insurger contre la loi sur l'extradition.

2.3 Identité politique

L'une des raisons importantes de l'identité de Hong Kong est l'idée que la ville et ses habitants sont très différents de ceux du continent. Il semblerait également qu'une identité locale distincte n'existait pas avant la Seconde Guerre. Ce n'est que dans les années 60 et 70 que l'idée d'être Hongkongais a commencé à naître, résultat de l'isolement de la Chine et de l'anarchie pendant la révolution culturelle à une époque où la prise de contrôle économique et l'industrie culturelle de Hong Kong étaient florissantes. Cela a donc créé un sentiment de supériorité sur les Chinois. Ce sont en outre l'immigration, la notion de citoyenneté et les politiques sociales du gouvernement colonial qui ont finalement fait de l'identité de Hong Kong ce qu'elle est aujourd'hui.

Cette idée d'être différent des Chinois peut être observée au fil des années, ce qui a même mené à la naissance d'un sentiment antichinois. Beaucoup de hongkongais pensent en outre que les prix de l'immobilier ont augmenté du fait de la venue de riches chinois, qu'une surpopulation est apparue du fait de la pression touristique, notamment au niveau des transports publics, et que de nombreux chinois continentaux auraient immigrés à Hong Kong pour bénéficier des logements sociaux et de la protection sociale. En 2012, des protestations ont été organisées par des femmes enceintes et des jeunes mères contre la venue de femmes chinoises qui viennent à Hong Kong pour accoucher, en raison des politiques plus strictes d'avoir un enfant sur le continent.²⁵ C'était un problème causant beaucoup de révolte et suscitant des réactions de sinophobie-en raison de l'idée que les non-résidents ne devraient pas avoir accès aux ressources de santé et d'éducation des locaux. C'est particulièrement le cas en ce moment où il y a des cas confirmés de

²⁵ <https://www.ft.com/content/91857e70-5175-11e1-a99d-00144feabdc0>

coronavirus dans la ville, et où les services de santé se retrouvent débordés. Cela a encore renforcé le sentiment antichinois à Hong Kong. Malgré la suspension des services de ferry et de train à grande vitesse vers le continent, ainsi que la réduction des vols entre Hong Kong et les villes chinoises, beaucoup affirment que Carrie Lam ne fait pas assez pour la situation de peur de provoquer la Chine

L'idée d'une identité hongkongaise distincte s'illustre également par la demande croissante de son indépendance.²⁶ Cela est particulièrement ressorti au moment des élections du Conseil législatif du 4 septembre 2015. La disqualification de six candidats indépendantistes a conduit des centaines de manifestants. En réaction, l'élection a connu le taux de participation le plus élevé depuis le transfert de 1997, où une nouvelle génération de militants indépendantistes a remporté des sièges au Conseil législatif. Cela illustre la force de l'identité nationale de Hong Kong, car de plus en plus de hongkongais veulent un avenir distinct de celui du continent. Une enquête menée par l'Université chinoise de Hong Kong en 2016 a révélé qu'un sixième de la population de Hong Kong soutient la ville comme une entité indépendante après 2047, lorsque le traité sino-britannique expirera. Lorsque l'on se penche sur l'avis des répondants âgés de 15 à 24 ans, c'est même près de 40% des individus qui soutiennent l'indépendance de Hong Kong.²⁷ Le retrait de certains militants pro-indépendance lors des élections du conseil législatif de 2015 ainsi que la vente du South China Morning Post à Jack Ma, un mandataire politique du gouvernement chinois, démontrent à quel point le gouvernement chinois tente de faire taire les voix des médias politiques indépendants sur le territoire. Ce qui est intéressant, c'est la façon dont les jeunes générations se montrent fidèles à Hong Kong plutôt que de se revendiquer chinois. Il est donc possible que les protestations et manifestations se banalisent et soient de plus en plus régulières avec les nouvelles générations.

²⁶ Telegraph, (2019). 'Thousands march in Hong Kong for democracy and independence from China'. 1st Janvier: <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/01/01/thousands-march-hong-kong-democracy-independence-china/>

²⁷ Kang- chung, N.(2020) 'New survey of Hong Kong protesters says 80 per cent support one country, two systems and don't want independence from China', 16 Janvier, : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3046451/new-survey-hong-kong-protesters-says-80-support-one-country>

3. Emergence d'une politique radicale

3.1 Article 23

L'article 23 de la Loi fondamentale dans la Région administrative spéciale de Chine contient des controverses. Il déclare que la ville doit promulguer des lois de sécurité nationale pour interdire « la trahison, la sécession, la sédition (et) la subversion » contre le gouvernement chinois. Il s'agit également d'interdire aux organisations ou organismes politiques étrangers de mener des activités politiques dans la région et de créer des organisations politiques étrangères.²⁸ Il n'a pas encore été mis en œuvre en raison des craintes du public de restreindre les droits à Hong Kong, tels que la liberté d'expression et la presse. Suite à la pression continue exercée sur Hong Kong pour criminaliser les actes qui vont à l'encontre du Parti communiste chinois, il y eu des pressions pour le mettre en œuvre en 2003.

Cependant, à la suite d'un immense contrecoup, cela fut suspendu par des manifestations attirant près d'un demi-million de Hongkongais qui protestaient dans les rues contre cet article. L'ampleur de ces protestations vient de la nature autoritaire du contenu de l'article qui considère de nombreux actes citoyens comme une trahison envers le gouvernement chinois. De plus, des soupçons quant à une utilisation anti-démocratique de cet article étaient exacerbés par le refus du gouvernement de publier un livre blanc détaillant cette législation. Cela a donc amené des groupes tels qu'Amnesty International à déclarer qu'ils avaient «de sérieuses préoccupations concernant les propositions contenues dans le document de consultation du gouvernement et l'absence d'un projet de livre blanc, ce qui signifie que le public ne sait toujours pas comment la législation sera réellement libellée. »

²⁹ Afin de présenter le nouveau projet de loi au Conseil législatif, le gouvernement est tenu de publier un livre bleu contenant le projet de loi, mais beaucoup pensaient que cela ne laisserait pas le temps à l'examen public et que le gouvernement pourrait donc utiliser une

²⁸ Hong Kong Government Press:

<https://www.info.gov.hk/gia/general/200302/24/0224159.htm>

²⁹ Lam, WM (2014). 'Nongovernmental International Human Rights Organizations: The Case of Hong Kong', *Political Science and Politics*. 47 (3), pp 642- 653

majorité non élue pour précipiter le projet de loi. ³⁰L'idée de mettre en œuvre l'article 23 peut donc être considérée comme une tentative de créer cette image d'une Chine unifiée qui peut également être considérée comme Pékin cherchant à se renforcer après le transfert de 1997 pour éliminer toutes les formes de séparatisme.

3.2 La loi de l'extradition

Plus récemment cependant, il semblerait que les tensions s'accroissent suite la loi d'extradition. C'est un projet de loi qui verrait les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes extradés vers la Chine. Le raisonnement de cette loi était de fournir une entraide judiciaire en matière pénale entre Hong Kong, Taipei et La Chine. Ce fut le cas notamment après le meurtre de Poon Hiu- Wing par son petit ami Chan Tongkai. Le meurtre Hong Kongais a été commis à Taipei à la suite d'un différend entre le couple au cours duquel le meurtrier s'est débarrassé du cadavre à Taipei avant de retourner à Hong Kong, utilisant sa carte bancaire pour retirer 19 200 HK\$. Cela a provoqué une grande controverse car Chan a été emprisonné seulement 29 mois pour blanchiment d'argent à Hong Kong, mais n'a pas purgé de peine pour ses méfaits à Taipei. Les tribunaux de Hong Kong n'étaient pas les autorités compétentes à l'égard de ce meurtre. Par conséquent, cette affaire a montré qu'il n'y avait pas d'accords d'extradition ou de coopération judiciaire entre les trois parties. Ce sont donc les autorités de Hong Kong qui ont proposé ce projet de loi pour autoriser l'extradition de suspects criminels vers Taiwan et la Chine continentale.

Le projet de loi a déclenché un tollé à Hong Kong, Taipei et dans le monde. Taipei a accusé le gouvernement de Hong Kong d'utiliser cette demande d'extradition de Chan pour justifier le projet de loi. De plus, nombreux sont ceux qui considèrent cette affaire à Taipei comme orchestrée par Pékin afin de traiter Taiwan comme faisant partie de la Chine. Tandis qu'à Hong Kong, de nombreuses personnes ont craint que le projet de loi ne nuise à l'autonomie judiciaire de la région, en particulier à cause des violations des droits de l'homme en Chine

³⁰ Yee, M. (2002). 'Hong Kong's Legal Obligation to Require fair Trial for Rendition', *Columbia Law Review Association*, 102 (5), pp 1373- 1412

ainsi que de son système judiciaire fortement contrôlé par le gouvernement.³¹ De plus, cela violerait les termes du principe « un pays, deux systèmes ». Les critiques soutiennent en outre qu'une telle loi pourrait permettre à quiconque dans la ville d'être arrêté et détenu en Chine continentale. Elles craignent que la nouvelle loi ne cible non seulement les criminels, mais aussi les militants politiques. Bien que la législation ne s'applique pas aux délits politiques, beaucoup pensent qu'elle ouvrirait la voie à des enlèvements sur le continent. Parmi toutes les protestations qui ont eu lieu en cinq ans, ce fût la plus importante de la ville. L'une des manifestations les plus marquantes fût en 2003, attirant un demi-million de citoyens et s'étendant sur près de deux kilomètres à travers les nombreux gratte-ciel du centre-ville. Face à ces actions, le premier ministre Carrie Lam que le projet de loi, controversé, était « mort », mais de nouvelles protestations l'obligèrent à retirer officiellement le projet de loi.

3.3 Mouvement parapluie

Le mouvement des parapluies était une série de manifestations basées sur la demande d'élections libres et équitables, qui ont finalement intégré un plus grand nombre de préoccupations. Comme mentionné précédemment dans ce mémoire, l'idée du suffrage universel est très importante à Hong Kong car elle est considérée comme une force de changement. L'idée de mettre en œuvre le suffrage universel semble donc trop belle pour être vraie, d'autant plus que la Chine a constamment tenté d'éroder la démocratie hongkongaise. Le gouvernement chinois persiste à vouloir créer un système par lequel aucun premier ministre ne peut être élu sans l'approbation de la Chine. Il semble donc que, même s'il existe un certain espoir que les dirigeants chinois puissent fixer des paramètres flexibles pour l'élection du leader de cette région en 2017, la réalité soit tout autre : jamais ce choix ne sera pleinement démocratique.

Les conséquences de cette politique ont été catastrophiques pour le gouvernement car elles ont engendré le plus grand mouvement social que Hong Kong ait connu en termes de durée,

³¹ Yee, M. (2002). 'Hong Kong's Legal Obligation to Require Fair Trial for Rendition', *Columbia Law Review Association*, 102 (5), pp 1373- 1412

de localisation et de portée. Il a commencé comme une grève menée par les étudiants universitaires et organisée conjointement par la Fédération des étudiants et l'association militante étudiante pro-démocratie de Hong Kong, pour protester contre la décision du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (NPCSC). Son leader, Joshua Wong, dans la nuit du 26 septembre, a mené une manifestation sur Civic Square, un espace public entouré de clôtures construites peu avant par le gouvernement. Ces protestations, ainsi que les conflits entre les manifestants et la police ont entraîné la participation de plus de cent mille personnes au mouvement. La violence de la police envers les citoyens était telle que les parapluies sont devenus le symbole de cette manifestation. Ils étaient utilisés comme des boucliers pour se protéger efficacement du gaz poivré et du gaz lacrymogène. Ils sont ainsi devenus une icône de la résistance passive opposée aux méthodes violentes de la police de Hong Kong pour disperser les manifestants.

Le mouvement des parapluies a été couronné de succès dans le sens où le conseil législatif a rejeté la proposition de réforme électorale du gouvernement par 28 voix contre 8. De plus, il a conduit à la création de nouveaux groupes tels que les indigènes de Hong Kong. Il s'agit d'un groupe qui contient un sentiment anti-containentaliste, dont beaucoup cherchent à limiter l'influence chinoise dans la ville ou militent pour un Hong Kong indépendant. En effet, une cinquantaine de groupes ont été créés au milieu du mouvement des parapluies. S'il semble que le mouvement n'ait pas obtenu le suffrage universel, il a cependant favorisé une citoyenneté politique consciente et active, en particulier parmi la grande majorité des jeunes qui sont en faveur de la démocratie et d'une véritable autonomie. En outre, il a amené Hong Kong à une nouvelle étape de la lutte pour la démocratie et l'autodétermination en entamant une ère de résistance à long terme, cultivant une méfiance profonde à l'égard du parti communiste. Cela a également montré au monde entier, comme jamais auparavant, la crise qui se déroule depuis des années sans susciter une attention internationale. Les images saisissantes des manifestants pacifiques en contraste frappant avec la police brutale démontrent à quel point les Chinois augmentent leur empiètement sur la ville sans aucun consentement public formel. Cela a envoyé un message aux dirigeants mondiaux, les incitant à prendre partie et à Hong Kong pour soutenir la démocratie.

3.4 Les Inégalités

Toutes ces protestations ont en outre été stimulées par la façon dont Hong Kong a vu croître les inégalités depuis 1997. Bien que ces manifestations généralement été organisées pour une cause spécifique, il semblerait que l'augmentation de la pauvreté et l'aggravation des conditions socio-économiques aient également contribué, et la Chine est souvent pointée du doigt comme responsable. Jusqu'en 1997, les inégalités étaient assez faibles, en particulier dans les années 1970, lorsqu'elle est devenue l'un des « quatre tigres asiatiques ». Néanmoins, les inégalités sont montées en flèche depuis l'intégration de Hong Kong à la libéralisation de l'économie chinoise. Aujourd'hui, environ un cinquième de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, tandis qu'en même temps les riches s'enrichissent. Ce chiffre résulte d'une étude de 2018 concernant les personnes en dessous du seuil de pauvreté, soit un seuil référence de 700\$ par mois. Les 10% les plus riches de Hong Kong gagnent environ 44 fois plus que les 10% les plus pauvres. Cela se traduit concrètement par un marché de l'immobilier parmi les plus inabordables au monde, ou plus étonnant encore, par des places de parking dont les prix augmentent encore plus vite que l'immobilier dans certaines zones de la ville.

De nombreux facteurs ont entraîné un élargissement du fossé socio-économique entre les habitants les plus riches et les plus pauvres de la ville. Le gouvernement et les économistes qui étudient la pauvreté à Hong Kong se demandent si la Chine peut être directement blâmée pour les problèmes économiques de la ville. Parmi eux, beaucoup pensent que c'est le résultat du vieillissement de la population à Hong Kong. Selon les « Hong Kong Population Projections 2015-2064 », le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus atteindra 2,58 millions d'ici 2064, soit 35,9% de la population. Cela a contribué aux problèmes économiques de Hong Kong car, après la guerre des années 80, il s'agissait principalement d'une économie manufacturière, exportatrice de textiles et de vêtements.³² Par conséquent, la main d'oeuvre était principalement constituée de salariés à cette époque. Beaucoup se tournent volontiers vers la Chine du fait des problèmes actuels, car ceux-ci ont

³² Siau- yau Lee. (2020), Explaining Chinese identification in Hong Kong: the role of beliefs about group malleability. *Ethnic and Racial Studies*, 43 (2) pp 371- 389

principalement émerger lorsque Hong Kong est passé sous contrôle chinois et que les entreprises ont de plus en plus utilisé la main-d'œuvre bon marché chinoise. Cela ainsi entraîné une flambée des prix dans le secteur des services alors que le secteur industriel est lui en baisse. Cela a conduit à l'émergence de cols blancs qui constitue désormais la plus grande partie de la main-d'œuvre de Hong Kong, menant à une augmentation des salaires moyens et donc à un accroissement du coût de la vie dans la ville. Les ouvriers qui constituaient jadis la majeure partie de la main-d'œuvre sont maintenant ceux qui ont du mal à vivre dans la société d'aujourd'hui du fait de leurs faibles revenus et du coût de la vie sans cesse croissant à Hong Kong.

La majorité des manifestants considèrent la Chine comme fautive, car beaucoup pensent que les changements économiques qui se sont produits depuis que Hong Kong est sous contrôle chinois. Les tensions socio-économiques qui ont joué un rôle dans le mouvement des parapluies ont exercé une pression accrue sur le gouvernement de Hong Kong pour introduire de plus grandes politiques de redistribution. De plus, un nombre croissant blâme les riches propriétaires chinois qui ont fait monter les prix de l'immobilier. Cela n'est peut-être pas des plus surprenants étant donné le développement économique à l'œuvre depuis 1997, promu par le gouvernement de la RASHK et qui peut être décrit comme une tentative de transformation de la ville en un lieu favorable aux élites en Chine, créant un « Monaco asiatique ». Les élites ont ainsi été le moteur de presque toutes les politiques sociales et devraient rester en place pendant de nombreuses années à venir.

4. Réaction internationale

[4.1 Le Royaume-Uni et son obligation par rapport au traité](#)

Selon les termes de l'accord initial, Hong Kong est transféré des mains britanniques à la Chine. Le traité garantit à Hong Kong un degré élevé d'autonomie locale et la survie de sa liberté en vertu de l'état de droit pendant 50 ans après la passation de pouvoir en 1997. En tant que déclaration conjointe, le Royaume-Uni doit jouer un rôle important dans le respect

du traité avec la Chine. Dans ce cadre, le gouvernement britannique publie tous les six mois un rapport parlementaire sur Hong Kong, analysant la situation de manière régulière la situation. De plus, dans des notes d'information du ministère britannique des Affaires étrangères, Margaret Thatcher a affirmé que la Grande-Bretagne « aurait le droit de signaler toute violation à la Chine après 1997 » et « qu'elle n'hésiterait pas à le faire ». Plus récemment, le ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a soulevé le sujet dans une déclaration marquant le 22e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine :

« Il est impératif que le degré élevé d'autonomie de Hong Kong et les droits et libertés du peuple de Hong Kong soient pleinement respectés », a-t-il déclaré. Nous avons clairement fait connaître notre position à ce sujet au gouvernement chinois, à la fois en public et en privé, et nous continuerons de le faire. »³³

Cependant, ces commentaires ont été rejetés par l'ambassadeur chinois au Royaume-Uni qui a déclaré que de telles remarques constituaient une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Au fil des années, la Chine a accordé de moins en moins d'attention aux termes du Traité signé en 1997. Cela a été largement démontré depuis la signature du Traité. Juin 2014 offre un exemple frappant. Le Conseil d'État avait alors publié un livre blanc indiquant que Pékin avait une « juridiction complète » sur Hong Kong. Un autre exemple date de novembre 2014, où l'ambassadeur adjoint au Royaume-Uni Ni Jian a déclaré que la déclaration était « désormais nulle et ne couvrait que la période allant de la signature en 1984 à la remise en 1997 ». L'une des raisons pour lesquelles la Chine a pu poursuivre l'ensemble de ses actions provient de son prestige renforcé dans le monde. Par conséquent, ce qui n'était peut-être pas acceptable pour le monde de la part la Chine dans les années 1990, alors que Pékin était encore une puissance montante, s'est assoupli à travers le temps, jusqu'à être jugé acceptable ou non digne d'intervention. Cela se voit notamment au niveau des réticences du Royaume-Uni à affronter la Chine à Hong Kong,

³³ Lau, S (2019), "British PM hopeful Jeremy Hunt urges Xi Jinping to keep Hong Kong's freedoms", *South China Sea Post*, : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3016868/british-pm-hopeful-jeremy-hunt-urges-xi-jinping-keep-hong>

réticences sur le point de grandir encore après la sortie du pays de l'Union Européenne. En effet, le Brexit semble avoir amenuisé l'intérêt porté aux opinions et positions de la Grande-Bretagne. Cependant, avant même le vote en faveur du Brexit, la Grande-Bretagne était de manière générale réticente à affronter la Chine à ce sujet. Lors d'une visite d'État en Chine, en 2013, le Premier ministre britannique a été critiqué pour ne pas avoir confronté la Chine au sujet des violations des droits de l'homme à Hong Kong. Au lieu de cela, un accord de plusieurs millions de livres pour exporter du sperme de porc britannique en Chine a été priorisé. En outre, à la suite du mouvement des parapluies, la Grande-Bretagne a fait une vague déclaration souhaitant que « toutes les parties s'engagent de manière constructive dans la prochaine série de consultations sur l'évolution constitutionnelle de Hong Kong ». Il semblerait donc que la Grande-Bretagne ne prévoit pas de venir au secours de Hong Kong.

Ce qui rend cette perspective encore plus improbable est le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Alors qu'avant le Brexit, le Royaume-Uni bénéficiait d'un accès au marché unique, son départ va redonner une place privilégiée aux accords commerciaux avec les pays hors UE et notamment avec la Chine. En mai 2017, le chancelier britannique, Philip Hammond, a décrit la Chine comme un « partenaire naturel » pour le Royaume-Uni post-Brexit. En outre, l'actuel Premier ministre Boris Johnson a affirmé que le gouvernement serait très « pro-chinois »³⁴. L'aide que la Grande-Bretagne peut apporter pour soutenir les espoirs démocratiques de Hong Kong est donc bien mince. Loin d'un scénario optimiste, le pays qui devait s'assurer d'une continuité démocratique pour Hong Kong ne semble pas pouvoir tenir tête à la Chine et lui demander de rendre des comptes pour ses violations de la déclaration sino-britannique. La priorité semble désormais être donnée aux accords commerciaux avec la Chine.

³⁴ Phillips, T. (2017), "Philip Hammond calls China a 'natural partner' as he seeks post- Brexit trade deals", *The Guardian*: <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/may/14/philip-hammond-china-natural-partner-brexit-trade-deals>

4.2 La Réponse des Etats-Unis

Depuis la fin du XVIIIe siècle, les États-Unis sont considérés comme un symbole de la démocratie dans le monde entier, se posant en défenseur des droits fondamentaux et s'assurant que ceux-ci ne sont pas menacés. Ce n'est pas seulement parce qu'elle est restée une démocratie représentative stable à travers le temps, mais aussi parce qu'elle a commencé comme une nation de systèmes de gouvernance absolutistes et autocratiques. Le pays a ensuite évolué pour devenir la nation la plus puissante au monde.

La population de Hong Kong a donc développé de réels espoirs concernant une aide des Etats-Unis, espérant qu'ils pourraient les aider dans leur quête pour limiter l'empiètement chinois. Les relations américano-chinoises n'ont pas été faciles avec les conflits continus sur le commerce, Taipei ou le différend sur la mer de Chine méridionale. Plus récemment, Hong Kong a été ajoutée à cette liste de différends. En novembre 2019, les États-Unis ont promulgué une loi en soutien aux manifestants. La loi sur les droits de l'homme et la démocratie à Hong Kong exige que le Département d'État certifie, au moins une fois par an, que Hong Kong est suffisamment autonome pour justifier les conditions commerciales américaines qui l'ont aidée à devenir une place financière mondiale. De plus, un deuxième projet de loi a été promulgué, interdisant la vente à la police hongkongaise de technologies américaines de gestion des foules telles que des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.³⁵

Le résultat de cette législation pro-démocratie a été mitigé. Parmi les militants pro-démocratie à Hong Kong, il y a eu un rassemblement de « Thanksgiving » auquel ont assisté par des gens avec des milliers de drapeaux américains en plein cœur de la ville. Ces partisans ont affirmé que la ville était si cruciale pour l'économie chinoise que Pékin ne se risquerait pas à perdre le commerce de Hong Kong. D'un autre côté, la Chine a répondu en affirmant que la loi promulguée était « pleine de préjugés et d'arrogance » et a averti les

³⁵ Qin, A. (2019), "China hits back at US over Hong Kong Bill in a mostly symbolic move", *New York Times*: <https://www.nytimes.com/2019/12/02/world/asia/china-us-hong-kong-bill-protests.html>

États-Unis qu'elle prendrait des « contre-mesures fermes » en réponse à cette législation américaine et a ensuite critiqué cette dernière en déclarant que toute tentative de s'immiscer dans la ville était vouée à l'échec. Et cela intervient à un moment particulier où l'espoir de la conclusion d'un nouvel accord avec la Chine se conjugue avec un besoin de renforcer l'économie américaine et où les priorités électorales du président Donald Trump resurgissent. Bien que les États-Unis aient été un soutien important pour Hong Kong jusqu'à présent, les espoirs s'amenuisent avec les aspirations du Président Donald Trump de renforcer l'économie américaine à des fins électorales.

4.3 Les Organisations Internationales: ONU & UE

La crise a également été une source de préoccupation pour certaines organisations internationales. L'Union européenne a notamment été attaquée pour sa réponse des deux côtés. L'UE a fait des déclarations qui ont appelé les autorités à faire preuve de retenue et à offrir une réponse proportionnelle aux manifestations, en se concentrant sur le dialogue politique pour désamorcer les tensions. Les diplomates européens ont en outre exprimé leur mécontentement face au niveau de violence et ont également appelé à un retour au dialogue. En juillet 2019, le Parlement européen a adopté une résolution non contraignante appelant à une enquête indépendante sur les violences policières contre les manifestants à Hong Kong. Il a en outre exhorté Bruxelles à imposer des contrôles à l'exportation sur Hong Kong pour empêcher « l'accès aux technologies utilisées pour violer les droits fondamentaux ». En réponse à cela, l'ambassade de Chine à Paris a critiqué l'UE pour son soutien « criminel » aux manifestants de Hong Kong et sa critique de l'action policière. Dans un autre communiqué, l'ambassadeur chinois a déclaré: « L'Union européenne a publiquement glorifié les abus des émeutiers et a bafoué les mesures d'autodéfense de la police de Hong Kong pour défendre leur vie contre leurs agresseurs. »³⁶ Il est clair cependant que Bruxelles n'a pris aucune mesure concrète contre la Chine car elle a des accords commerciaux

³⁶ Sanchez Nicolas, E. (2019), « EU ends silence on Hong Kong protests », : <https://euobserver.com/foreign/145678>

étendus avec le pays et ne voudrait pas voir de retentissements négatifs. La Chine est en effet le plus grand partenaire commercial de l'UE, ce qui rend le pays fondamental en ce qui concerne le bien-être de l'économie européenne. Les détracteurs de la réponse apportée par l'UE l'ont par conséquent accusée de ne pas en faire assez, affirmant que les dirigeants de l'UE favorisent actuellement les liens économiques avec la Chine à ceux des droits de l'homme à Hong Kong. Le voyage du président français Emmanuel Macron illustre très bien cette prise de position. Lors de ce voyage, le président a promis que la Chine et l'UE signeraient divers accords commerciaux, alors qu'il était déjà sur place pour la signature de quarante contrats dans des domaines tels que l'aéronautique, la finance, l'énergie, le tourisme, la santé et l'agriculture.

En effet, l'UE a la capacité de contribuer à la situation à Hong Kong. À l'heure actuelle, la police de Hong Kong utilise des canons à eau et des voitures blindées qui sont exportés de France. Un tel export pourrait facilement être empêché et cela pourrait contribuer à réduire la brutalité policière. De surcroît, Simon Cartledge a fait valoir que faire pression sur Pékin serait un bon moyen d'assainir les relations et de repartir sur une base solide, de défendre les valeurs européennes et d'avoir une chance de promouvoir les intérêts européens. Il fait en outre valoir que l'UE devrait inciter ses entreprises à faire pression sur la Chine. Il faudrait ainsi que les pays européens refusent d'accepter les investissements chinois s'ils ne sont pas satisfaits par ce que fait la Chine dans le monde. Les manifestations à Hong Kong ont notamment été motivées par des éléments comme le licenciement abusif de cadres ou les enquêtes sur le personnel, qui découragent les investissements européens. L'UE, composée de 27 pays, pourrait exercer des pressions importantes sur la Chine, d'autant plus qu'elle est le deuxième partenaire commercial de la Chine à un moment où il existe des tensions importantes avec son principal partenaire commercial, les États-Unis. Bien que cela fâcherait la Chine, l'Union Européenne pourrait exercer, elle pourrait exercer une pression importante sur la Chine Assurant un retour à la démocratie à Hong Kong, comme prévu initialement dans la déclaration sino-britannique. Pour le moment cependant, il ne semble pas que l'UE soit prête à demander à la Chine de rendre des comptes et à faire pression sur le pays, mais avec l'augmentation des tensions entre les Chinois et les Américains, l'Europe a tout de même un rôle de plus en plus important à jouer dans le conflit.

À l'instar de l'Union européenne, des responsables de l'ONU ont dû faire face à des retours mécontents de la Chine suite à des déclarations concernant ce qui se passe à Hong Kong. La cheffe des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a écrit dans un article d'opinion publié dans le journal local du South China Morning que le gouvernement de Carrie Lam devrait donner la priorité au dialogue « significatif et inclusif » pour résoudre la crise. Elle a ensuite exhorté Lam à mener une « enquête indépendante et impartiale, dirigée par un juge, sur la conduite de la police dans son traitement des manifestations, ce qui est l'une des cinq exigences des manifestations pro-démocratie.³⁷ Cependant, de tels commentaires ont été rejetés par les Chinois, comme l'Union européenne, accusant Bachelet d'enhardir la « violence radicale » à Hong Kong du fait des déclarations qui suggéraient d'ouvrir une enquête sur les informations faisant état d'un usage excessif de la force par la police. La Chine déclare également que Bachelet a fait des « commentaires inappropriés » sur la situation à Hong Kong et la partie chinoise a vivement protesté. Cependant, l'ONU n'a pas seulement envoyé un message au gouvernement chinois, mais également aux manifestants qui, selon eux, utilisent des moyens de plus en plus violents. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a condamné ces manifestants à utiliser « toute forme de violence ou de destruction de biens »³⁸, encouragement les manifestants à exprimer leur point de vue de manière pacifique. Le bureau des Nations Unies a eu des échanges avec Pékin et Hong Kong, rappelant ainsi la pression internationale pour entamer un dialogue qui, selon Carrie Lam, ne commencerait que si le chaos dans les rues cessait. Il semblerait néanmoins que cela ne se produira pas de sitôt, étant donné les soupçons des manifestants à l'égard du gouvernement et l'empêchement chinois croissant. C'est une question difficile pour l'ONU car l'organisation n'est pas en mesure de prendre des mesures concrètes de fait du siège permanent détenu par la Chine au Conseil de sécurité, offrant au pays un veto permanent sur les résolutions du Conseil de sécurité, rendant toute action envers Hong Kong difficile.

³⁷ The UN News, (2019) "'Act with restraint" UN human rights chief urges Hong Kong authorities and protestors, following airport disruption': <https://news.un.org/en/story/2019/08/1044141>

Conclusion

Pour conclure, il semblerait que la situation à Hong Kong n'est pas en passe de s'améliorer rapidement. Depuis le transfert de Hong Kong de l'autorité britannique à l'autorité chinoise en 1997, les libertés qui étaient garanties au peuple de Hong Kong dans la loi fondamentale se sont de plus en plus érodées. La ville perd ses fonctionnements démocratiques, l'état de droit est sous pression et les droits de l'homme sont en danger. Le traité sino-britannique signé par le Royaume-Uni et la Chine perd de son importance au fil des années. De plus, compte tenu de l'importance de Hong Kong pour la Chine, il semble que le continent va continuer à s'approprier Hong Kong et à imposer ses choix et décisions.

Il est important de noter que le peuple de Hong Kong, qui a s'est développé dans la démocratie ces dernières décennies, n'arrêtera pas purement et simplement de se révolter face aux injustices dont il considère être victime. Au contraire, il semble que l'on puisse s'attendre à des confrontations de plus en plus violentes parce que certains individus sont prêts à se sacrifier pour les valeurs dans lesquelles ils croient, et notamment pour leur patrie. Il est également important de noter que ce sont les jeunes générations qui sont les plus actives dans les mouvements, probablement notamment parce qu'il s'agit directement de leur avenir. Il ne s'agit pas seulement de garantir la démocratie à l'avenir mais également de protéger l'identité hongkongaise qui, selon les habitants, est menacée par la Chine, aussi bien au niveau linguistique, que religieux, historique ou culturel.

L'ancien homme politique britannique, Paddy Ashdown a déclaré que : « La situation semble susceptible de s'aggraver dans les années à venir à moins que le peuple de Hong Kong et les gouvernements internationaux ne s'unissent pour protéger les droits de ceux qui y vivent ». ³⁹ Compte tenu de l'importance grandissante de la Chine sur la scène mondiale depuis 1997, les pays qui pourraient agir par rapport à la situation à Hong Kong choisissent plutôt

³⁹ Lord Paddy Ashdown, (2017) 'Hong kong 20 years on: Freedom, Human Rights and Autonomy under Fire' .:

<https://static1.squarespace.com/static/58ecfa82e3df284d3a13dd41/t/5a5c8159085229750f9e9727/1516011865759/Lord+Ashdown%27s+trip+report.pdf>

de préserver leurs relations avec la Chine dans l'espoir de continuer à conclure des accords commerciaux. C'est le cas du Royaume-Uni, un pays qui pourrait apparaître comme un intermédiaire naturel dans ce bras de fer, mais dont les autorités ont décidé de privilégier les accords commerciaux. Il en va de même avec les États-Unis dont l'aide semble plus probable, mais dont le chef d'Etat est également soumis à des dilemmes économiques et électoraux. Il est donc difficile d'envisager un arbitrage de la situation par les États-Unis dans l'immédiat, comme l'a montré Paddy Ashdown.

Il apparaît donc que l'avenir de la démocratie et d'autres valeurs importantes pour Hong Kong soit plutôt sombre. Il est peu probable que la Chine arrête son empiètement croissant sur Hong Kong car elle est plutôt dans une phase d'augmentation de son contrôle sur la ville. S'il est possible que des pays s'unissent à l'avenir pour venir en aide aux hongkongais, dans l'immédiat, cela semble une perspective improbable, à un moment où la population a pourtant besoin d'un grand soutien.

Bibliographie

1. BBC News, (2019). 'Hong Kong Profile- Timeline'. 24th Juin:
<https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-16526765>
2. Boyajian, A. Cook, S. 'Democratic Crisis in Hong Kong Recommendations for Policymakers', *Freedom House*, Août 2019 :
<https://freedomhouse.org/report/special-reports/democratic-crisis-hong-kong>
3. Chan, J. Chan, E. (2006) 'Perceptions of Universal Suffrage and Functional Representation in Hong Kong: A Confused Public?', *Asian Survey*, 46(2) pp 257-274
4. Committee Protection for Journalists (2019), 'One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan, 16 Decembre:
5. Committee Protection for Journalists (2019), 'One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan, 16 Decembre:
6. Fong, C.H Brian. (2019) 'The Future of Hong Kong's Autonomy', *The Diplomat*, Octobre 2019
7. Freedom of the Press (2016) 'Hong Kong Profile':
<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2017/hong-kong>
8. Glenn R. Carroll, Mi Fengand, Jeroen G. Kuilman, 'The handover in Hong Kong: Impact on business formation', *Sociological Science*, 2014, :
<https://www.gsb.stanford.edu/sites/gsb/files/publication-pdf/Handover%20in%20Hong%20Kong%20FINAL.pdf>
9. Hansen Edwards, Jette G.(2017), 'Language, Identity and Politics in Hong Kong', *Georgetown Journal of International Affairs*
10. Home Affairs Bureau, (2016), 'Religion and Custom', *Hong Kong Government*:
11. Hong Kong Government Press:
<https://www.info.gov.hk/gia/general/200302/24/0224159.htm>
12. Hong Kong Map and satellite Image: <https://geology.com/world/hong-kong-satellite-image.shtml>
13. <https://cpj.org/reports/2019/12/one-country-one-censor-china-hong-kong-taiwan-press-freedom.php>
14. <https://cpj.org/reports/2019/12/one-country-one-censor-china-hong-kong-taiwan-press-freedom.php>
15. <https://news.un.org/en/story/2019/08/1044141>
16. <https://www.gov.hk/en/about/abouthk/factsheets/docs/religion.pdf>
17. Hung, HF. Ip, IC. 'Hong Kong's Democratic Movement and the Making of China's Offshore Civil Society', *Asian Survey*, 52 (3), PP 504- 527
18. Isapahani, F. (2019) 'Confronting China's Suppression of Religion', *The Diplomat*, 29th Août: <https://thediplomat.com/2019/08/confronting-chinas-suppression-of-religion/>
19. Kang- chung, N.(2020) 'New survey of Hong Kong protesters says 80 per cent support one country, two systems and don't want independence from China', 16 Janvier:
<https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3046451/new-survey-hong-kong-protesters-says-80-support-one-country>
20. Kuo, L. (2019), In China, they're closing churches, jailing pastors- and even rewriting scripture', *The Guardian*, 13th Janvier.:

- <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/13/china-christians-religious-persecution-translation-bible>
21. Kwok, D. Lee, Yimou (2015), 'Hong Kong vetoes China- backed electoral reform proposal', *Reuters*, 18 Juin.: <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-politics/hong-kong-vetoes-china-backed-electoral-reform-proposal-idUSKBN00Y06320150618>
 22. Lam, WM (2014). 'Nongovernmental International Human Rights Organizations: The Case of Hong Kong', *Political Science and Politics*. 47 (3), pp 642- 653
 23. Lau, S (2019), "British PM hopeful Jeremy Hunt urges Xi Jinping to keep Hong Kong's freedoms", *South China Sea Post*, : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3016868/british-pm-hopeful-jeremy-hunt-urges-xi-jinping-keep-hong>
 24. Leung- kiu, F. Lap- hak, M, (2018), 'Falling Numbers of Cantonese Speakers in Hong Kong Speakers in Hong Kong spark Fears for the Future', *Radio Free Asia*, 16th Janvier.
 25. Liu, J. (2017) 'Cantonese v Mandarin: When Hong Kong languages get political', *BBC News*, 29 juin
 26. Lord Paddy Ashdown, (2017) 'Hong kong 20 years on: Freedom, Human Rights and Autonomy under Fire' .: <https://static1.squarespace.com/static/58ecfa82e3df284d3a13dd41/t/5a5c8159085229750f9727/1516011865759/Lord+Ashdown%27s+trip+report.pdf>
 27. Macintyre, T (1985) 'Impact of the Sino- British Agreement on Hong Kong's Economic Future', *Journal of Comparative Business and Capital Market Law*7, pp.197- 216
 28. Phillips, T. (2017), "Philip Hammond calls China a 'natural partner' as he seeks post-Brexit trade deals", *The Guardian*: <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/may/14/philip-hammond-china-natural-partner-brexit-trade-deals>
 29. Qin, A. (2019), "China hits back at US over Hong Kong Bill in a mostly symbolic move", *New York Times*: <https://www.nytimes.com/2019/12/02/world/asia/china-us-hong-kong-bill-protests.html>
 30. Sanchez Nicolas, E. (2019), « EU ends silence on Hong Kong protests », : <https://euobserver.com/foreign/145678>
 31. Siau- yau Lee. (2020), Explaining Chinese identification in Hong Kong: the role of beliefs about group malleability. *Ethnic and Racial Studies*, 43 (2) pp 371- 389
 32. Sin, B. (2014), 'Is Cantonese in danger? Hongkongers take steps to protect their heritage', *South China Morning Post*, 18 Mars: <https://www.scmp.com/lifestyle/families/article/1450856/cantonese-danger-hongkongers-take-steps-protect-their-heritage>
 33. Telegraph, (2019). 'Thousands march in Hong Kong for democracy and independence from China'. 1st Janvier: <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/01/01/thousands-march-hong-kong-democracy-independence-china/>
 34. The UN News, (2019) "'Act with restraint" UN human rights chief urges Hong Kong authorities and protestors, following airport disruption' .:
 35. Vines, S. (1997) 'Hong Kong handover: What the handover will mean', *Independent*, 1 Juillet

36. Yang, W, (2019). 'Hong Kong media succumbing to Chinese pressure', *Made for Minds*, 11 Octobre.: <https://www.dw.com/en/hong-kong-media-succumbing-to-chinese-pressure/a-50797702>
37. Yee, M. (2002). 'Hong Kong's Legal Obligation to Require fair Trial for Rendition', *Columbia Law Review Association*, 102 (5), pp 1373- 1412